Numéro du rôle : 4203
Arrêt n° 76/2008 du 8 mai 2008

A R R E T

En cause : les questions préjudicielles relatives à l'article 203^{ter} du Code civil et aux articles 32, 2°, et 1253^{quater} du Code judiciaire, posées par le Tribunal de première instance de Liège.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* * *

I. *Objet des questions préjudicielles et procédure*

Par jugement du 3 mai 2007 en cause de A.J. contre F.K., dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 10 mai 2007, le Tribunal de première instance de Liège a posé les questions préjudicielles suivantes :

1. « Les articles 203^{ter} du Code civil, 32, 2°, et 1253^{quater} du Code judiciaire en combiné avec l'article 46, § 2, et 792 du Code judiciaire violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'ils fixent pour règle la notification par pli simple pour la prise de cours d'appel ou d'opposition alors que les autres contestations de nature comparable ont pour règle la notification par pli judiciaire ? »;

2. « Les articles 203^{ter} du Code civil, 32, 2°, et 1253^{quater} du Code judiciaire violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'ils fixent pour règle la notification de la décision par pli simple pour la prise de cours du délai d'opposition ou d'appel alors que les articles 203 et 203^{bis} du Code civil impliquent une signification pour la prise de cours du délai d'opposition ou d'appel ? ».

Des mémoires ont été introduits par :

- A.J.;
- F.K.;
- le Conseil des ministres.

A l'audience publique du 16 avril 2008 :

- ont comparu :
 - . Me C. Pevée, avocat au barreau de Liège, pour A.J.;
 - . Me I. Marcotty *loco* Me F. Omari, avocats au barreau de Liège, pour F.K.;
 - . Me J. Sautois *loco* Me D. Gérard et Me A. Feyt, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs J. Spreutels et A. Alen ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Le juge *a quo* est saisi de l'appel d'une décision par laquelle un juge de paix dit irrecevable car tardive l'opposition formée le 4 août 2005 par A.J. contre un jugement du 17 juillet 2001 prononcé par défaut à l'égard de celui-ci. Ce jugement fixait notamment la contribution alimentaire qu'il devait pour l'entretien et l'éducation de son fils dans le cadre des mesures urgentes et provisoires prises sur la base des articles 221 et 223 du Code civil et accordait à la mère de l'enfant, F.K., le bénéfice de la délégation de sommes (article 203^{ter} du Code civil). Le jugement du 17 juillet 2001 avait été notifié le 20 juillet 2001, par simple lettre conformément à l'article 1253^{quater} du Code civil puis, à la suite d'une procédure distincte au cours de laquelle le Tribunal correctionnel de Liège avait décidé que la notification par simple lettre n'avait pu faire courir le délai d'opposition ou d'appel, avait été signifié par exploit du 8 juillet 2005.

Le juge *a quo* ne s'estime pas lié par l'interprétation de la règle de procédure civile faite par le Tribunal correctionnel. Il rappelle les règles inscrites aux articles 203^{ter} du Code civil et 1253^{quater} du Code judiciaire et souligne que, contrairement à ce que prévoyait le Code judiciaire avant la modification de l'article 1253^{bis} par la loi du 3 août 1992, la requête déposée dans le cadre des procédures régies par les articles 1253^{ter} et suivants du Code judiciaire n'est pas unilatérale mais contradictoire. Ce sont donc les articles 1034^{bis} à 1034^{sexies} du Code judiciaire qui sont applicables et non les articles 1025 et suivants du même Code, de sorte que la notification par pli judiciaire n'est pas applicable. Il considère que le pli simple suffit à répondre aux exigences de l'article 1253^{quater} et fait courir le délai d'appel ou d'opposition, sans qu'une notification par pli judiciaire soit obligatoire; celle-ci ne peut d'ailleurs être faite que dans les cas prévus à l'article 46 du même Code. Il renvoie sur ces principes à un arrêt de la Cour de cassation du 23 septembre 1996 (*Pas.* 1996, I, p. 843) et regrette, avec la doctrine, que des décisions importantes prises par défaut puissent devenir définitives par l'envoi d'un simple pli qui peut ne pas parvenir à destination. Il écarte l'argument tiré par l'appelant de l'arrêt n° 142/2002, estimant que cet arrêt comparait les garanties offertes par une notification par pli judiciaire (article 46 du Code judiciaire) aux garanties offertes par le droit commun de la signification par exploit d'huissier et non, comme ici, la notification par pli simple qui exclut par définition l'article 46 du Code judiciaire.

Il écarte aussi l'arrêt n° 118/2004 parce que cet arrêt examinait la différence de traitement entre les justiciables qui interjettent appel d'une décision du juge de paix selon que celle-ci est rendue sur pied des articles 203 et 203^{bis} ou sur la base de l'article 203^{ter} du Code civil. Dans le premier cas, conformément au droit commun, le jugement est signifié par exploit d'huissier et le délai d'appel prend cours à dater de cette signification. Dans le second cas, en application de l'article 1253^{quater} du Code judiciaire, l'ordonnance est notifiée par pli simple (et non par pli judiciaire comme le relève erronément la Cour) et le délai d'appel court à dater de cette notification.

Estimant que la Cour ne s'est pas prononcée sur le cas d'une notification par pli simple et reformulant une question préjudicielle avancée par A.J., il soumet à la Cour, dans les termes reproduits plus haut, une comparaison du pli simple vis-à-vis, d'une part, du pli judiciaire et, d'autre part, de la signification.

III. *En droit*

- A -

A.1. F.K. rappelle les faits de l'espèce et estime que le recours au pli simple présente les mêmes garanties que la notification par pli judiciaire parce que, dans les deux cas, si l'adresse était incorrecte ou si le destinataire avait déménagé, les services de la poste retourneraient le pli à l'expéditeur, en l'occurrence la justice de paix. Le pli judiciaire implique néanmoins un avis de passage si le destinataire n'est pas présent. La procédure simplifiée prévue par les articles 221 et 223 du Code civil combinés avec l'article 1253^{quater} du Code judiciaire vise à ce

que la décision soit prise et parvienne au destinataire rapidement, objectif atteint par le pli judiciaire comme par le pli simple. En décider autrement reviendrait à priver de tout effet ce type d'envoi, alors que son efficacité est établie, qu'il ne porte pas d'atteinte disproportionnée aux droits des personnes et qu'il est utilisé en matière fiscale et en matière judiciaire. Les deux questions préjudicielles appellent donc une réponse négative.

A.2. A.J. rappelle les faits de l'espèce ainsi que la jurisprudence de la Cour relative à l'article 1253^{quater} du Code judiciaire eu égard au choix du législateur de recourir à la notification plutôt qu'à la signification. Il se réfère aux arrêts n^{os} 142/2002, 128/2003 et 118/2004 qui décident que le choix de la notification par pli judiciaire des décisions prises dans le cadre des mesures urgentes et provisoires entre époux n'est pas discriminatoire, étant entendu que le pli judiciaire offre des garanties, alors qu'en l'espèce, la décision qui le concerne lui a été notifiée par pli simple. Celui-ci, dont l'utilisation est conforme à l'article 1253^{quater} du Code judiciaire selon l'arrêt de la Cour de cassation du 23 septembre 1996, n'offre cependant pas les mêmes garanties puisqu'aucune règle ne permet de contrôler qu'il a bien été remis au destinataire et que celui-ci a donc bien pu organiser sa défense. Il souligne qu'avant la loi du 3 août 1992, le pli judiciaire faisait référence à la procédure propre à la requête unilatérale, qui supposait ce type de pli. Dans la pratique, l'insécurité juridique règne, les justices de paix recourant tantôt au pli simple, tantôt au pli judiciaire. Interprétées comme prévoyant le premier, les dispositions en cause sont discriminatoires.

A.3. Le Conseil des ministres rappelle lui aussi les faits de l'espèce et expose que l'article 1253^{quater} du Code judiciaire - qui fixe la procédure en ce qui concerne l'action prévue à l'article 203^{ter} du Code civil - déroge au droit commun de l'article 1051 du Code judiciaire en prévoyant un délai d'appel d'un mois à compter, non de la signification, mais de la notification; celle-ci, selon l'arrêt du 23 septembre 1996 de la Cour de cassation, doit être effectuée par pli simple.

A.4. Le Conseil des ministres rappelle aussi la jurisprudence de l'arrêt n^o 118/2004 qui valide la différence de traitement entre justiciables faisant appel d'une décision du juge de paix prise sur la base des articles 203 et 203^{bis} du Code civil et devant être signifiée et justiciables faisant appel d'une décision prise sur la base de l'article 203^{ter} et devant être notifiée par pli judiciaire. Il rappelle aussi les arrêts n^{os} 96/2001 et 170/2003 relatifs à la prise de cours du délai d'appel (ou d'opposition) en cas de notification par pli judiciaire, la Cour appliquant désormais la « théorie de la réception » elle-même consacrée aujourd'hui par l'article 53^{bis} du Code judiciaire, afin d'empêcher que les délais de recours ne commencent à courir à partir du moment où les destinataires ne peuvent pas avoir connaissance du contenu du pli qui leur est adressé.

A.5. Le Conseil des ministres soutient, en ce qui concerne la première question préjudicielle, qu'en se référant aux « autres contestations de nature comparable » le juge *a quo* ne permet pas d'identifier clairement les catégories de personnes soumises à un traitement différent, pas plus que le type de contentieux dans lequel elles interviennent et qui permettrait certainement de justifier cette différence de traitement. Il se limite à renvoyer à l'article 46, § 2, du Code judiciaire qui détermine la manière dont la notification par pli judiciaire est effectuée et à l'article 792 du même Code qui prévoit les mentions que doit contenir la notification par pli judiciaire dans les matières énumérées à l'article 704, alinéa 1er, du Code judiciaire (procédures relatives au droit social et relevant de la compétence exclusive du tribunal du travail) ainsi qu'en matière d'adoption. Faute d'identification des catégories en cause, la question préjudicielle n'a pas lieu d'être.

A.6. A titre subsidiaire, le Conseil des ministres soutient que si la question préjudicielle vise une différence de traitement entre les personnes intervenant dans le cadre de la procédure visée à l'article 203^{ter} du Code civil et celles parties à un litige visé par l'article 704 du Code judiciaire ou dans toutes autres procédures, il est évident que ces deux types de litiges ne sont pas suffisamment comparables pour qu'on puisse devoir leur appliquer les mêmes garanties. L'arrêt n^o 142/2002 de la Cour a d'ailleurs admis, en ce qui concerne l'article 704 du Code judiciaire, que les dispositions relatives au droit social permettaient au législateur de prévoir des règles spécifiques. La procédure de la délégation de somme est une procédure tout à fait spécifique. L'article 203^{ter} organise un recours en faveur des créanciers d'aliments, qui ne peuvent rester démunis face à leur débiteur. La situation de besoin du créancier étant particulièrement difficile, le législateur a prévu une mesure se justifiant par la nécessité d'appliquer à ce type de demande une procédure qui permette au créancier de percevoir ses « aliments » dans un temps relativement bref et moyennant une procédure peu onéreuse et au

débiteur de pouvoir bénéficier d'une procédure respectueuse de la délicate situation qui s'impose à lui. L'état de besoin du créancier d'aliments impayé est donc de nature à justifier l'application du régime spécifique visé à l'article 1253*quater* du Code judiciaire. Cette situation de besoin particulier nécessite, notamment, un jugement qui, pour des raisons de sécurité juridique, devient définitif, sans frais, ni formalité. La comparaison entre les parties à une procédure en délégation de somme et celles intervenant dans le cadre de toute autre procédure n'est, dès lors, pas pertinente et la question préjudicielle est dépourvue de tout objet.

A.7. Surabondamment, le Conseil des ministres ajoute que la Cour a admis la légitimité de l'objectif justifiant le recours à la notification, à savoir la réduction des frais de la procédure et l'accélération du déroulement de celle-ci. Ce mode de communication n'est pas discriminatoire en soi. Si la Cour de cassation vise la notification par pli simple dans son arrêt du 23 septembre 1996, c'est la notification par pli judiciaire qui est visée par la jurisprudence précitée de la Cour constitutionnelle; mais la notification par pli simple rencontre aussi les exigences de ces arrêts. En effet, l'article 53*bis* du Code judiciaire, qui prévoit que le délai prend cours le troisième jour qui suit celui où le pli simple a été remis aux services de la poste, permet d'éviter que les délais de recours ne commencent à courir à partir du moment où les destinataires ne peuvent pas avoir eu la connaissance du contenu du pli. De plus, la possibilité de renversement de présomption contenue dans cette disposition offre au destinataire d'une notification par pli simple une garantie supplémentaire pour la prise de connaissance des pièces qui lui sont adressées. Enfin, si les délais d'appel et d'opposition commencent à courir, pour la délégation de somme organisée par l'article 203*ter* du Code civil, un mois après la notification de l'ordonnance par pli simple, les parties en cause sont convoquées par le greffier sous pli judiciaire à comparaître à l'audience fixée par le juge et ce, en vertu de l'article 1034*sexies* du Code judiciaire. Le Conseil des ministres estime encore que le juge *a quo* omet de tenir compte de l'article 53*bis* du Code judiciaire en décidant, sur la base de l'arrêt du 23 septembre 1996 de la Cour de cassation, que la notification a eu lieu à la date de l'envoi de la décision. Ses critiques relatives aux garanties offertes par le pli simple ne sont pas pertinentes car elles visent le cas où le courrier se perdrait ou serait intercepté. Or, dans le cas d'une notification par pli judiciaire, dont les garanties ont été jugées suffisantes par la Cour, le même sort pourrait également être réservé à l'avis de passage laissé par la poste en cas d'absence du destinataire. Dès lors que l'application de ce mode de prise de cours du délai d'appel aux litiges relatifs à la délégation de somme en matière de contribution alimentaire n'entraîne aucune restriction des droits des destinataires de la notification, la première question préjudicielle appelle une réponse négative.

A.8. Quant à la seconde question préjudicielle, le Conseil des ministres soutient que l'arrêt n° 118/2004 a décidé que les mesures fondées sur les articles 203 et 203*bis* du Code civil se distinguaient objectivement de la délégation de somme organisée par l'article 203*ter* du Code civil et qu'il était raisonnablement justifié que le législateur ait opté, dans le cadre de la délégation de somme, pour la procédure de la notification comme mode de communication des ordonnances prises en la matière. A considérer que cet arrêt ne vise pas la procédure de notification au sens large, notification par pli simple incluse, mais uniquement celle de la notification par pli judiciaire, il y a lieu de constater, ici aussi, que la notification par pli simple offre les mêmes garanties au destinataire et ne restreint pas de façon disproportionnée les droits de défense de celui-ci. Dès lors que les articles 203*ter* du Code civil et 1253*quater* du Code judiciaire ne limitent pas de manière disproportionnée les droits de la défense des parties, les dispositions en cause sont raisonnablement justifiées.

- B -

B.1.1. Les questions préjudicielles portent sur les articles 32, 2°, et 1253*quater* du Code judiciaire et 203*ter* du Code civil, combinés, en ce qui concerne la première question, avec les articles 46, § 2, et 792 de ce dernier Code.

B.1.2. L'article 203^{ter} du Code civil - dont seule la dernière phrase de l'alinéa 1er est en cause - dispose :

« A défaut par le débiteur de satisfaire à l'une des obligations régies par les articles 203, 203^{bis}, 205, 207, 303 ou 336 du présent Code ou à l'engagement pris en vertu de l'article 1288, 3°, du Code judiciaire, le créancier peut, sans préjudice du droit des tiers, se faire autoriser à percevoir, à l'exclusion dudit débiteur, dans les conditions et les limites que le jugement fixe, les revenus de celui-ci ou toute autre somme à lui due par un tiers. La procédure et les pouvoirs du juge sont réglés selon les articles 1253^{bis} à 1253^{quinquies} du Code judiciaire.

Le jugement est opposable à tous tiers débiteurs actuels ou futurs sur la notification que leur en fait le greffier à la requête du demandeur.

Lorsque le jugement cesse de produire ses effets, les tiers débiteurs en sont informés par le greffier.

La notification faite par le greffier indique ce que le tiers débiteur doit payer ou cesser de payer ».

B.1.3. Les articles 32, 46, § 2, 792 et 1253^{quater} du Code judiciaire disposent :

« Art. 32. Au sens du présent code, il faut entendre :

1° par signification : la remise d'une copie de l'acte; elle a lieu par exploit d'huissier;

2° par notification : l'envoi d'un acte de procédure en original ou en copie; elle a lieu par la poste, par télécopie ou par courrier électronique ou, dans les cas déterminés par la loi, suivant les formes que celle-ci prescrit ».

« Art. 46. [...]

§ 2. Dans les cas prévus par la loi, le greffier fait procéder à la notification par pli judiciaire.

Le pli judiciaire est remis par les services de la poste à la personne du destinataire ou à son domicile ainsi qu'il est prévu aux articles 33, 35 et 39. La personne à qui le pli est remis signe l'accusé de réception, qui est renvoyé par la poste à l'expéditeur; le refus de signer est relaté par le préposé de la poste au bas de l'accusé de réception.

Lorsque le pli judiciaire ne peut être remis à la personne du destinataire ou à son domicile, le préposé de la poste laisse un avis de passage. Le pli est tenu en dépôt au bureau

des postes pendant huit jours. Il peut être retiré pendant ce délai par le destinataire en personne ou par le porteur d'une procuration écrite.

Toutefois, lorsque le destinataire du pli judiciaire a demandé la réexpédition de sa correspondance ou lorsqu'il en a demandé la conservation au bureau des postes, le pli est, pendant la période couverte par la demande, renvoyé ou conservé à l'adresse que le destinataire a désignée.

Le pli adressé à un failli est remis au curateur.

Le Roi règle les modalités d'application des alinéas 3 à 5 ».

« Art. 792. Dans les huit jours de la prononciation du jugement, le greffier adresse, sous simple lettre, à chacune des parties ou, le cas échéant, à leurs avocats, une copie non signée du jugement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans les matières énumérées à l'article 704, § 2, ainsi qu'en matière d'adoption, le greffier notifie le jugement aux parties par pli judiciaire adressé dans les huit jours.

A peine de nullité, cette notification fait mention des voies de recours, du délai dans lequel ce ou ces recours, doivent être introduits ainsi que de la dénomination et de l'adresse de la juridiction compétente pour en connaître.

Dans les cas visés au deuxième alinéa, le greffier adresse, le cas échéant, une copie non signée du jugement aux avocats des parties ou aux délégués visés à l'article 728, § 3 ».

« Art. 1253^{quater}. Lorsque les demandes sont fondées sur les articles 214, 215, 216, 221, 223, 1420, 1421, 1426, 1442, 1463 et 1469 du Code civil :

- a) le juge fait convoquer les parties en chambre du conseil et tente de les concilier;
- b) l'ordonnance est rendue dans les quinze jours du dépôt de la requête; elle est notifiée aux deux époux par le greffier;
- c) si l'ordonnance est rendue par défaut, le défaillant peut dans le mois de la notification former opposition par requête déposée au greffe du tribunal;
- d) l'ordonnance est susceptible d'appel quel que soit le montant de la demande : l'appel est interjeté dans le mois de la notification;
- e) chacun des époux peut à tout moment demander, dans les mêmes formes, la modification ou la rétraction de l'ordonnance ou de l'arrêt ».

B.2. Dans la première question préjudicielle, la différence de traitement soumise à la Cour par le juge *a quo* est celle qui est faite entre les justiciables qui font appel d'une décision

suivant qu'il s'agit d'une décision fondée sur l'article 203^{ter} du Code civil et devant, selon le juge *a quo* se référant à cet égard à un arrêt de la Cour de cassation du 23 septembre 1996 (*Pas.* 1996, I, p. 843), faire l'objet d'une notification par pli simple, ou d'une décision devant faire l'objet d'une notification par pli judiciaire. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, les catégories de justiciables ainsi décrites sont suffisamment identifiées.

B.3.1. Dans la seconde question préjudicielle, la différence de traitement soumise à la Cour par le juge *a quo* est celle qui est faite entre les justiciables qui font appel d'une décision du juge de paix, selon que celle-ci est fondée sur les articles 203 et 203^{bis} ou sur l'article 203^{ter} du Code civil. Dans le premier cas, en vertu de l'article 1051 du Code judiciaire, le jugement doit être signifié par exploit d'huissier. Dans le second cas, en vertu de l'article 203^{ter} du Code civil et de l'article 1253^{quater}, b), du Code judiciaire, l'ordonnance doit être notifiée par pli simple, le juge *a quo* se référant à cet égard à l'arrêt précité de la Cour de cassation du 23 septembre 1996.

B.3.2. L'article 203^{ter} du Code civil autorise le créancier de l'exécution d'une obligation, fondée sur une des dispositions du Code civil ou du Code judiciaire auxquelles se réfère ledit article, à se faire autoriser par le juge à percevoir, dans les conditions et limites que détermine le même article, les revenus du débiteur ou toute autre somme qui lui serait due par un tiers.

Lors des travaux préparatoires, il a été relevé que cette disposition était dictée « par le souci de rendre plus rapide, plus efficace et moins coûteuse l'exécution forcée des dettes alimentaires » (*Doc. parl.*, Sénat, 1984-1985, 904, n° 2, p. 36).

B.3.3. L'article 203^{ter}, alinéa 1er, dernière phrase, en ce qui concerne la procédure et les pouvoirs du juge dans le cadre de la délégation de somme qu'il prévoit, déclare applicables les articles 1253^{ter} à 1253^{quinquies} du Code judiciaire, et, notamment, l'article 1253^{quater}.

Le b) de cet article prévoit que l'ordonnance est notifiée aux deux époux par le greffier; le d) du même article prévoit un délai d'appel d'un mois à dater de cette notification.

Cet article 203^{ter} prévoit également la notification aux tiers débiteurs.

B.4.1. Dans les affaires qui ont donné lieu aux arrêts n^{os} 142/2002 et 118/2004, concernant aussi l'application des articles 203^{ter} du Code civil et 1253^{quater} du Code judiciaire dans des litiges analogues à celui dont le juge *a quo* est saisi, les juges *a quo* ont demandé à la Cour de contrôler la différence de traitement entre justiciables suivant que des décisions judiciaires leur sont signifiées par exploit d'huissier ou notifiées par pli judiciaire, en considérant que les décisions prises dans ces litiges devaient être notifiées par pli judiciaire en application des deux dispositions précitées du Code civil et du Code judiciaire. La Cour a répondu à ces questions dans cette interprétation, en ne constatant pas de violation des dispositions constitutionnelles qu'elle est habilitée à faire respecter.

B.4.2. Dans la présente affaire, le juge *a quo* estime que dans le litige dont il est saisi, la décision doit être notifiée par pli simple et non par pli judiciaire comme le considéraient les juges *a quo* dans les affaires précitées. Il n'appartient pas, en règle, à la Cour - qui constate par ailleurs que l'une des parties intervenantes relève que la pratique n'est pas uniforme dans les justices de paix - de contester l'interprétation ou l'application des dispositions que le juge *a quo* soumet à son contrôle. En l'espèce, l'interprétation du juge *a quo* peut d'ailleurs se prévaloir de ce que, contrairement à d'autres dispositions du Code civil ou du Code judiciaire, les dispositions en cause ne requièrent pas formellement l'envoi par pli judiciaire et de ce que l'arrêt précité de la Cour de cassation du 23 septembre 1996 a décidé que cette modalité de notification ne s'imposait pas en ce qui concerne les demandes visées à l'article 1253^{quater} du Code judiciaire. La Cour répond aux questions préjudicielles dans cette interprétation.

B.5. Dans l'interprétation du juge *a quo*, l'article 203^{ter}, en retenant comme mode de communication la notification par pli simple, déroge ainsi aux règles du droit judiciaire privé en vertu desquelles les jugements sont soit notifiés par pli judiciaire (première question

préjudicielle), soit signifiés (seconde question préjudicielle), cette dernière règle étant applicable notamment à la communication des jugements rendus sur des demandes fondées sur les articles 203 et 203*bis* du Code civil.

B.6. Il appartient au législateur de déterminer de quelle manière est réglée la communication des actes de procédure.

Le choix du pli simple peut en la matière se justifier par le souci de réduire les frais de la procédure ou d'accélérer l'exécution de la décision.

B.7. La délégation de somme qu'organise l'article 203*ter* du Code civil se distingue objectivement des différentes mesures qui font l'objet d'une notification par pli judiciaire (première question préjudicielle) et des mesures fondées sur les articles 203 et 203*bis* du Code civil qui font l'objet d'une signification par exploit d'huissier (seconde question préjudicielle).

En effet, la délégation de somme a pour objet un mode d'exécution d'une obligation fondée sur un lien familial que le juge impose à un débiteur défaillant en la faisant exécuter directement par les tiers débiteurs.

La situation du créancier d'une obligation alimentaire non exécutée requiert qu'il puisse être paré sans délai au défaut de paiement de la créance d'aliments.

B.8. Le souci exprimé en B.7 ne peut pour autant aboutir à porter une atteinte discriminatoire aux droits du débiteur. En l'espèce, la volonté de réduire les frais de la procédure ou d'accélérer le déroulement de celle-ci ne justifie pas que le débiteur, confronté à une décision contre laquelle un recours lui est ouvert, puisse être privé de ce recours ou voie son exercice limité lorsque la décision lui est communiquée par un simple pli dont l'acheminement ne fait pas l'objet de garanties particulières et lorsque, de surcroît, le délai de recours a, comme en l'espèce, commencé à courir dès l'expédition du pli.

B.9. Il est vrai que la loi du 13 décembre 2005 a inséré dans le Code judiciaire un article *53bis* qui dispose :

« A l'égard du destinataire, et sauf si la loi en dispose autrement, les délais qui commencent à courir à partir d'une notification sur support papier sont calculés depuis :

1° lorsque la notification est effectuée par pli judiciaire ou par courrier recommandé avec accusé de réception, le premier jour qui suit celui où le pli a été présenté au domicile du destinataire, ou, le cas échéant, à sa résidence ou à son domicile élu;

2° lorsque la notification est effectuée par pli recommandé ou par pli simple, depuis le troisième jour ouvrable qui suit celui où le pli a été remis aux services de la poste, sauf preuve contraire du destinataire ».

Si la double garantie inscrite au 2° de cette disposition est de nature à remédier aux atteintes aux droits des justiciables qui ont été exposées en B.8, elle ne peut en revanche y remédier dans les litiges où, comme en l'espèce, le délai en cause est expiré, de sorte qu'il ne pourrait être fait application de cette disposition.

B.10. Les questions préjudicielles appellent une réponse positive.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

Sans préjudice de ce qui est dit en B.9, les articles 203^{ter} du Code civil et 32, 2°, et 1253^{quater} du Code judiciaire violent les articles 10 et 11 de la Constitution.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 8 mai 2008.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

M. Melchior